Veille citoyenne d'information sur les OGM et les semences

AFRIQUE – La société civile africaine se mobilise pour interdire les OGM

Par Christophe NOISETTE

Publié le 27/11/2012, modifié le 09/03/2026

Un appel [1] a été envoyé à l'Union africaine (UA) afin qu'y soit discutée la possibilité d'exclure et d'interdire les cultures, les importations et les exportations de plantes génétiquement modifiées (PGM), au cours de son prochain sommet qui aura lieu en janvier 2013 : *« Nous exhortons les gouvernements d'Afrique à prendre les mesures nécessaires à la protection de la santé de leurs populations, en soutenant le présent appel et en s'engageant à mener à bien, sur le long terme, des études indépendantes et faisant autorité en matière de sécurité alimentaire »*.

Plus de 400 organisations africaines représentant les petits paysans, les organisations de bases, les mouvements sociaux, les producteurs biologiques, les associations de défense des consommateurs, etc. ont signé cet Appel. Il est accompagné d'un document qui fait le point sur l'ensemble des impacts négatifs des PGM et de la technologie associée, observés au cours des 16 années de mise en culture et de commercialisation. Au-delà de la question des évaluations menées trop légèrement, les signataires pointent les conséquences dramatiques des brevets sur les plantes et la menace de privatisation et de contrôle de l'agriculture que cette technologie implique et *« qui a plongé les paysans, les communautés rurales et les peuples autochtones dans la dépendance vis-à-vis du monopole des entreprises semencières privées »*. Et de citer l'exemple de l'Inde : *« Nous ne pouvons ignorer l'épidémie de suicides qui a frappé les paysans indiens, résultat direct de la dépendance de ces derniers vis-à-vis du coton génétiquement modifié et des coûts croissants qui en résultent, sans parler de la dette ingérable qu'ils ont ainsi contractée »*. L'Appel encourage aussi *« les décideurs politiques à suivre les recommandations de l'IAASTD (Evaluation internationale des sciences et technologies agricoles pour le développement, réalisée entre 2007 et 2009 par un consortium international de 400 chercheurs [2]. L'IAASTD recommande que les décideurs politiques abandonnent l'agriculture industrielle et les OGM, et se tournent vers les systèmes de production alimentaire appropriés aux millions de paysans et petits producteurs de par le monde, qui sont à l'origine de la plupart des aliments produits pour la population mondiale »*.

L'étude « Séralini » est mise en avant. La directrice du Centre africain pour la Biosécurité [3], Mariam Mayet, souligne que si *« les résultats de cette étude ont été discrédités par les organismes scientifiques, ayant des liens avec l'industrie, cependant ils reconnaissent qu'il n'existe pas d'étude de sécurité sanitaire à long terme et qu'elles sont nécessaires. Le maïs est un aliment de base pour des millions d'africains, il est donc impératif de s'assurer qu'il est sain à long terme »*. Les signataires félicitent aussi la récente décision kenyane d'interdire les importations de PGM en attendant que leur innocuité soit prouvée. Par ailleurs, les signataires précisent que le droit international a reconnu le Principe de précaution et qu'il est en effet urgent de mettre en place une

éthique de la précaution car, écrivent-ils, *« il vaut mieux prévenir que guérir »*. Enfin, ils rappellent que l'Afrique a joué, historiquement, un rôle très important pour la mise en place de ces réglementations *« protectrices »*, notamment lors des négociations du protocole de Cartagena.

---

[1] http://acbio.org.za/activist/index....

[2] Noisette, C., "Les biotechnologies modernes ne sont pas adaptées aux petits agriculteurs" , *Inf'OGM* 98, mai 2009

[3] African Centre for Biosafety, ACB

Adresse de cet article : https://infogm.org/afrique-la-societe-civile-africaine-se-mobilise-pour-interdire-les-ogm/